

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE
Direction des Collectivités Locales
et du Cadre de Vie
Bureau de l'Urbanisme

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

Digues du Rhône et de la Mer en Camargue

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet des Bouches du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions
- VU La loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels
- VU Le décret n° 50.722 du 24 juin 1950 modifié relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture
- VU Le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements
- VU Le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration
- VU Le décret n° 98-97 du 18 février 1998 portant renouvellement de la Charte Constitutive du Parc Naturel Régional de Camargue
- VU Le décret du 1^{er} septembre 1999 portant nomination de Monsieur Yvon OLLIVIER, Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône
- VU L'arrêté ministériel en date du 24 avril 1975 portant création de la réserve naturelle zoologique et botanique de Camargue dite "réserve nationale de Camargue", notamment ses articles 3, 4, 5, 7, 8, 15 et 18
- VU L'arrêté Préfectoral du 6 décembre 1996 portant création du Syndicat Intercommunal de Gestion des Digues du Rhône et de la Mer en Camargue
- VU L'arrêté Préfectoral du 27 juillet 1999 modifié, autorisant l'adhésion du Conseil Régional PACA et du Conseil Général des Bouches du Rhône au Syndicat Intercommunal de Gestion des Digues du Rhône et de la Mer en Camargue, et portant modification des statuts
- VU Les arrêtés du Préfet des Bouches du Rhône en date du 17 décembre 2001, du 18 mars 2002 et du 11 avril 2002 portant transferts de gestion au syndicat mixte d'aménagement des digues du Rhône et de la Mer de terrains du domaine public fluvial à Arles, sur les rives gauche et droite du grand Rhône, de la digue à la mer comprise entre le petit Rhône et le grand Rhône et de la partie haute des quais du Rhône

.../...

- VU L'arrêté du Préfet des Bouches du Rhône en date du 6 juin 2000 portant réglementation de la circulation sur la digue à la mer
- VU L'arrêté du Préfet des Bouches du Rhône en date du 13 août 1997 portant réglementation de la circulation sur l'estran
- VU L'arrêté Préfectoral en date du 27 décembre 2001 portant convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour la gestion du Parc de Camargue
- VU Les articles 28 et 29 du Code de Procédure Pénale
- VU Les avis du SYMADREM, de la Direction Régionale de l'Environnement, de la Direction Départementale de l'Équipement, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, du Service de la Navigation, du Service Maritime, du Parc Naturel Régional de Camargue, de la Réserve Nationale de Camargue

CONSIDERANT que les digues du Rhône et de la mer constituent des ouvrages de protection contre les inondations et les incursions marines et qu'il y a lieu d'en réglementer l'usage.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions pour assurer la protection de la digue à la mer dans des conditions permettant de garantir la continuité du service public et de certaines activités, en particulier celle de la pêche, ainsi que la protection du milieu naturel dans le territoire de la Réserve Nationale de Camargue.

A R R E T E

I - LES DIGUES DU RHONE

Article 1^{er}

Le présent arrêté s'applique aux emprises comprises entre :

Digues du Grand Rhône :

Entre le PK 288.500 et le PK 311.500 (rive gauche) KE 31, KH 152, KI79, KL 37, KM 120, KP 91, KR 55, KS 48 pour une superficie de 24 ha 86 a 24 ca

Entre le PK 317 et le PK 326 (rive droite) RM 77, RN 23, RP 39, RP 40, RS 10 pour une superficie de 9 ha 42 a 91 ca

Quais du Rhône à Arles :

Parcelles cadastrées sections AK 372 pour 17 a 17 ca, AI 300 pour 16 a 80 ca, AD 370 pour 3 a 05 ca, AD 371 pour 16 a 30 ca, AC 1074 pour 6 a 42 ca, BT 1 pour 27 a 57 ca

Article 2

La circulation est interdite sur les digues du Rhône, à tout véhicule terrestre à moteur.

Nul ne peut circuler, si ce n'est à pied ou au moyen d'un vélo, sur les digues et emprises énumérées à l'article 1^{er} s'il n'est porteur d'une autorisation écrite du Sous-Préfet d'Arles.

L'autorisation, de caractère nominatif, portera indication de la section de digue fluviale à laquelle elle s'applique ainsi que de la durée de validité qui ne pourra excéder 1 an.

Elle est annulée de plein droit dès que le motif de sa délivrance a cessé d'être valable.

.../...

.../...

L'autorisation de circuler au moyen d'un véhicule terrestre à moteur peut être délivrée à toute personne, physique ou morale :

- travaillant pour le compte de la collectivité gestionnaire ou celui du service de la navigation
- aux entrepreneurs des services de traction dûment autorisés
- aux personnes dont l'activité présenterait un intérêt vital pour le personnel de la batellerie ou pour celui du service de la navigation.

La vitesse est limitée à 30 km/h.

Article 3

Sont dispensés d'autorisation quel que soit le mode de transport employé et **pour les besoins de leur service**, les :

- agents de la collectivité gestionnaire
- gardes de la collectivité gestionnaire, commissionnés et assermentés
- ingénieurs et agents du service de la navigation et de la Direction Départementale de l'Équipement
- agents du Parc Naturel Régional de Camargue
- gardes, commissionnés et assermentés, du Parc Naturel Régional de Camargue
- personnels scientifiques amenés à intervenir en Camargue dans le cadre de leurs travaux de recherche
- agents de la force publique
- agents du service départemental d'incendie et de secours
- employés et agents des Services Fiscaux et des douanes
- facteurs de la poste
- personnes utilisant des véhicules à moteur pour leur permettre d'accéder à leur propriété

Article 4

La circulation se fera aux risques et périls des bénéficiaires. Elle ne devra jamais gêner la circulation des véhicules de secours, de service ou d'entretien. Le Sous-Préfet d'Arles aura le droit de suspendre, de limiter ou de retirer les autorisations si l'intérêt public le commande.

Article 5

Si la circulation, ainsi autorisée, est de nature à engendrer des frais pour la collectivité gestionnaire, l'autorisation est subordonnée à l'obligation pour son bénéficiaire de réparer le dommage causé soit en nature, dans les règles de l'art et suivant les prescriptions de la collectivité gestionnaire, soit en argent.

Article 6

Il est interdit, sur les digues et dans une emprise de 4 (quatre) mètres de part et d'autre des pieds de talus :

- d'introduire ou d'abandonner toute substance qui pourrait être de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore ou la faune, à dégrader les sites ou les paysages
- d'abandonner ou de déposer en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet des déchets de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions de l'article 9
- de porter atteinte au milieu naturel en utilisant du feu excepté à des fins de gestion par les services habilités
- de procéder à des opérations de bûcheronnage (coupe ou abattage d'arbres), sauf autorisation particulière du Président de la collectivité gestionnaire
- de mettre en culture les digues
- de laisser divaguer ou parquer tout animal
- de construire toute clôture, barrage, obstacles divers et d'effectuer toute plantation
- de prendre appui sur les berges, talus, plates-formes, digues au moyen d'engins susceptibles de les endommager
- d'amarrer les bateaux, trains de bois ou radeaux susceptibles de gêner la navigation ou la circulation sur les digues

.../...

.../...

- d'attacher tout cordage aux arbres plantés sur les digues ou francs-bords, aux installations fixes de traction, aux bornes kilométriques, aux poteaux indicateurs, aux poteaux des lignes de télécommunications et des lignes de transport ou distribution d'énergie, aux clôtures établies sur la digue ou le long de la voie navigable
- de construire des abris, cabanons prenant appui sur l'ouvrage
- de camper sous une tente, de bivouaquer et de stationner dans un véhicule, une remorque habitable ou dans tout autre abri de camping.

Article 7

La circulation cavalière et celle des troupeaux sont interdites sur l'ensemble des digues du Rhône.

Article 8

Par dérogation aux dispositions de l'article 7, et à des fins d'exercice d'activités professionnelles autres que celle visées à l'article 13, des autorisations de traverser les digues du Rhône pourront être accordées par le Sous-Préfet d'Arles, après avis du Président de la collectivité gestionnaire.

Article 9

Les travaux modifiant l'état ou l'aspect des digues doivent faire l'objet d'autorisations préalables dans le cadre des règlements en vigueur.

Les travaux nécessités par l'entretien, la réfection ou l'aménagement des digues, ainsi que les dépôts ou emprises temporaires liés à ces travaux relèvent exclusivement de la collectivité désignée dans l'arrêté de transfert de gestion susvisé.

Article 10

Ne peuvent être établis qu'en vertu d'une autorisation d'occupation du domaine public, toujours révocable selon le cas, par l'Etat ou par le Président de la collectivité gestionnaire et sous les conditions qu'ils auront, chacun dans leur domaine de compétence, déterminées :

- les accès ou sorties sur les digues ou francs-bords des canaux, des rigoles, dérivations, réservoirs
- les prises d'eau ou de rejets
- les écoulements d'eau de toute nature
- les ports privés
- les pontons pour l'emplacement et le débarquement des voyageurs, ainsi que les appareils de levage pour la manutention des marchandises
- les établissements flottants

~~toutes autres installations qui s'étendraient sur les parcelles gérées par la collectivité gestionnaire~~

Article 11

Tout ouvrage hydraulique doit être équipé d'un dispositif de fermeture étanche régulièrement vérifié et entretenu. Celui-ci doit être maintenu fermé dès que le débit du Rhône dépasse 4 200 m³/s à Beaucaire.

Article 12

Toutes avaries faites aux ouvrages d'art, toutes dégradations, causées aux digues et talus, aux terre-pleins, pavages et revêtements ainsi qu'à toutes installations seront réparées aux frais de l'auteur desdites avaries ou dégradations, sans préjudice des peines encourues.

En cas de défaillance, la collectivité gestionnaire exécutera les travaux aux frais de l'auteur de l'acte.

Article 13

Les activités commerciales ou industrielles sont interdites sur les digues du Rhône.

Article 14

La chasse est interdite sur les digues du Rhône.

.../...

.../...

Article 15

En cas d'infraction dûment constatée, il pourra être dressé procès-verbal auprès du Procureur de la République, par une des personnes habilitées, ci-après désignées :

- Gardes commissionnés et assermentés de la collectivité gestionnaire,
- Gendarmes d'Arles, des Saintes Maries de la Mer ou de Port Saint Louis du Rhône pour les parties de digues relevant de leur territoire de compétence
- Gardes, commissionnés et assermentés, du Parc Naturel Régional de Camargue

II - LA DIGUE A LA MER

Article 16

Le présent arrêté s'applique aux emprises de la digue à la mer, comprises entre :

Le PK 3880 et le PK 25770

Article 17

La circulation est interdite sur la digue à la mer, à tout véhicule terrestre à moteur.

Nul ne peut circuler, si ce n'est à pied ou au moyen d'un vélo, sur la digue citée à l'article 16 s'il n'est porteur d'une autorisation écrite du Sous-Préfet d'Arles.

L'autorisation, de caractère nominatif, portera indication de la section de digue maritime à laquelle elle s'applique ainsi que de la durée de validité qui ne pourra excéder 1 an.

Elle est annulée de plein droit dès que le motif de sa délivrance a cessé d'être valable.

L'autorisation de circuler au moyen d'un véhicule terrestre à moteur peut être délivrée à toute personne, physique ou morale :

- travaillant pour le compte de la collectivité gestionnaire ou celui du service maritime,
- aux inscrits maritimes dûment autorisés par l'Administrateur du Quartier des Affaires Maritimes de Martigues, pour l'exercice de leur activité professionnelle,
- aux entrepreneurs des services de traction dûment autorisés.

La vitesse est limitée à 30 km/h.

Article 18

Si l'estran est impraticable, les inscrits maritimes dûment autorisés pour l'exercice de leur activité professionnelle, peuvent être, par dérogation aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 24 avril 1975, portant création de la réserve naturelle zoologique et botanique de Camargue dite "Réserve Nationale de Camargue", autorisés par le Sous-Préfet d'Arles, à circuler sur la digue à la mer entre le PK 8.250 (pertuis de Rousty) et le PK 15.870 (Pertuis de la Comtesse).

A titre occasionnel, des autorisations de circuler sur la digue à la mer comprise dans le périmètre de la Réserve Nationale de Camargue, peuvent être délivrées, par le Sous-Préfet d'Arles, après avis du Directeur de la Réserve Nationale de Camargue, du Président de la collectivité gestionnaire, du Président du Parc Naturel Régional de Camargue.

.../...

.../...

Article 19

Sont dispensés d'autorisation quel que soit le mode de transport employé **et pour les besoins de leur service**, les :

- agents de la collectivité gestionnaire
- gardes de la collectivité gestionnaire, commissionnés et assermentés
- agents de la Réserve Nationale de Camargue
- gardes, commissionnés et assermentés, de la Réserve Nationale de Camargue
- agents du Parc Naturel Régional de Camargue
- gardes, commissionnés et assermentés, du Parc Naturel Régional de Camargue
- personnels scientifiques amenés à intervenir en Camargue dans le cadre de leurs travaux de recherche
- ingénieurs et agents du service maritime
- agents des affaires maritimes
- agents du service des phares et balises
- agents de la force publique
- agents du service départemental d'incendie et de secours
- employés et agents des Services Fiscaux et des douanes
- facteurs de la poste
- employés de la Compagnie des Salins du Midi

Article 20

La circulation se fera aux risques et périls des bénéficiaires. Elle ne devra jamais gêner la circulation des véhicules de secours, de service ou d'entretien. Le Sous-Préfet d'Arles aura le droit de suspendre, de limiter ou de retirer les autorisations si l'intérêt public le commande.

Article 21

Si la circulation, ainsi autorisée, est de nature à engendrer des frais pour la collectivité gestionnaire, l'autorisation est subordonnée à l'obligation pour son bénéficiaire de réparer le dommage causé soit en nature, dans les règles de l'art et suivant les prescriptions de la collectivité gestionnaire, soit en argent.

Article 22

Il est interdit, sur la digue à la mer et dans une emprise de 4 (quatre) mètres de part et d'autre des pieds de talus :

- d'introduire ou d'abandonner toute substance qui pourrait être de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore ou la faune, à dégrader les sites ou les paysages
- d'abandonner ou de déposer en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet des déchets de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions de l'article 25
- de porter atteinte au milieu naturel en utilisant du feu excepté à des fins de gestion par les services habilités
- de mettre en culture la digue
- de laisser divaguer ou parquer tout animal
- de construire toute clôture, barrage, obstacles divers et d'effectuer toute plantation
- de prendre appui sur les berges, talus, plates-formes, digue au moyen d'engins susceptibles de les endommager
- de construire des abris, cabanons prenant appui sur l'ouvrage
- de camper sous une tente, de bivouaquer et de stationner dans une remorque habitable ou dans tout autre abri de camping, dans le périmètre de la Réserve Nationale de Camargue, entre le PK 8.250 (Pertuis de Rousty) et le PK 15.870 (Pertuis de la Comtesse), conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 24 avril 1975.
- de camper sous une tente, de bivouaquer et de stationner dans un véhicule, une remorque habitable ou dans tout autre abri de camping, sur les parties de digue à la mer situées hors du périmètre de la Réserve Nationale de Camargue.

.../...

.../...

Article 23

La circulation cavalière et celle des troupeaux sont interdites sur l'ensemble de la digue à la mer.

Article 24

Par dérogation aux dispositions de l'article 23, et à des fins d'exercice d'activités professionnelles autres que celles visées à l'article 30, des autorisations de traverser la digue à la mer pourront être accordées par le Sous-Préfet d'Arles, après avis du Président de la collectivité gestionnaire et du Directeur de la Réserve Nationale de Camargue pour la partie de digue à la mer relevant de sa compétence territoriale.

Article 25

Les travaux modifiant l'état ou l'aspect de la digue à la mer doivent faire l'objet d'autorisations préalables dans le cadre des règlements en vigueur.

Les travaux nécessités par l'entretien, la réfection ou l'aménagement de la digue à la mer, ainsi que les dépôts ou emprises temporaires liés à ces travaux relèvent exclusivement de la collectivité désignée dans l'arrêté de transfert de gestion susvisé.

Article 26

Les travaux réalisés sur la digue à la mer, dans le périmètre de la Réserve Nationale de Camargue, susceptibles d'avoir une incidence sur l'état des milieux naturels ou le fonctionnement hydraulique de la réserve, seront soumis à la consultation du Conseil National de Protection de la Nature, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel en date du 24 avril 1975, portant création de la Réserve Nationale de Camargue.

Les travaux d'entretien seront soumis à consultation du Directeur de la Réserve Nationale de Camargue.

Article 27

Ne peuvent être établis qu'en vertu d'une autorisation d'occupation du domaine public, toujours révocable selon le cas, par l'Etat ou par le Président de la collectivité gestionnaire et sous les conditions qu'ils auront, chacun dans leur domaine de compétence, déterminées :

- les accès ou sorties sur la digue à la mer ou francs-bords des canaux, des rigoles, dérivations, réservoirs
- les prises d'eau ou de rejets
- les écoulements d'eau de toute nature
- toutes autres installations qui s'étendraient sur les parcelles gérées par la collectivité gestionnaire

Article 28

Tout ouvrage hydraulique doit être équipé d'un dispositif de fermeture étanche régulièrement vérifié et entretenu.

Article 29

Toutes avaries faites aux ouvrages d'art, toutes dégradations, causées aux digues et talus, aux terre-pleins, pavages et revêtements ainsi qu'à toutes installations sont réparées aux frais de l'auteur desdites avaries ou dégradations, sans préjudice des peines encourues.

En cas de défaillance, la collectivité gestionnaire exécutera les travaux aux frais de l'auteur de l'acte.

Article 30

Les activités commerciales ou industrielles sont interdites sur la digue à la mer

Article 31

La chasse est interdite sur la digue à la mer.

.../...

.../...

Article 32

En cas d'infraction dûment constatée, il pourra être dressé procès-verbal auprès du Procureur de la République, par une des personnes habilitées, ci-après désignées :

- Gardes commissionnés et assermentés de la collectivité gestionnaire,
- Gendarmes d'Arles, des Saintes Maries de la Mer ou de Port Saint Louis du Rhône pour les parties de digues relevant de leur compétence
- Gardes, commissionnés et assermentés, de la Réserve Nationale de Camargue pour la digue à la mer comprise dans le territoire de la Réserve
- Gardes, commissionnés et assermentés, du Parc Naturel Régional de Camargue
- Agents commissionnés et assermentés du service maritime des Bouches du Rhône

Article 33

Deux plans sont annexés au présent arrêté, l'un concernant les digues du Rhône, l'autre la Digue à la Mer.

Article 34

Les dispositions ci-dessus seront portées à la connaissance du public par une signalisation appropriée.

Article 35

L'arrêté préfectoral du 6 juin 2000 portant réglementation de la circulation sur la digue à la mer est abrogé.

Article 36

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arles
Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie d'Arles,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie des Saintes Maries de la Mer,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Port Saint Louis du Rhône,
Monsieur le Chef du Service Maritime
Monsieur l'Administrateur du Quartier des Affaires Maritimes de Martigues
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
Monsieur le Directeur de la Réserve Nationale de Camargue
Monsieur le Président du Parc Naturel Régional de Camargue
Monsieur le Président de la collectivité gestionnaire
Monsieur le Maire d'Arles
Monsieur le Maire des Saintes Maries de la Mer
Monsieur le Maire de Port Saint Louis du Rhône

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches du Rhône.

Fait à Marseille, le ...24 OCT 2002

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de bureau de
Purbanisme

Laurent PICHUGUES

Le Préfet,



Yvon OLLIVIER